



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/22
7 octobre 2014

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Soixante-treizième réunion
Paris, 9–13 novembre 2014

PLAN D'ACTIVITÉS DE L'ONUDI POUR LA PÉRIODE 2015-2017

1. Le présent document offre un résumé des activités prévues par l'ONUDI durant la période 2015-2017 pour éliminer les substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO). Il contient également les indicateurs d'efficacité du plan d'activités de l'ONUDI et des recommandations soumises au Comité exécutif pour examen. Le texte explicatif du plan d'activités de l'ONUDI pour la période 2015-2017 est joint en annexe au présent document.

OBSERVATIONS DU SECRÉTARIAT

2. Le tableau 1 présente, par année, la valeur des activités comprises dans le plan d'activités de l'ONUDI selon les catégories « activités requises pour la conformité », « activités non requises pour la conformité » et « activités de coûts standards ».

Tableau 1: Répartition des ressources dans le plan d'activités de l'ONUDI soumis pour examen (2015-2017) (000 \$US)

Activités	2015	2016	2017	Total (2015-2017)	Total (2018-2020)	Total après 2020
Activités requises pour la conformité						
Accords pluriannuels approuvés	23 677	11 198	3 820	38 696	59 997	183
Production de HCFC - phase I	0	0	0	0	15 772	0
Prép. de projet Production de HCFC - phase I	0	268	0	268	0	0
PGEH Phase I	0	3 013	921	3 933	468	0
PGEH phase I – financement supplémentaire	0	2 933	0	2 933	0	0
Prép. de projet PGEH - phase II	1 207	289	574	2 070	703	0
PGEH Phase II	9 361	67 402	69 712	146 475	223 297	708
Démonstration - solutions de remplacement à faible PRG	11 944	0	0	11 944	0	0
Prép. de projet Démonstration - solutions de remplacement à faible PRG	610	0	0	610	0	0
Assistance technique – Refroidissement urbain	214	0	0	214	0	0
Assistance technique pour le bromure de méthyle	268	0	0	268	0	0
Activités non requises pour la conformité						
Non requises par le modèle - BM – Prép. de projet Démonstration	64	0	0	64	0	0
Non requises par le modèle - BM – Démonstration	482	0	0	482	0	0
Activités de coûts standard						
Renforcement des institutions	864	1 091	1 222	3 177	3 123	0
Activités de base	2 041	2 055	2 069	6 165	6 295	0
Total général	50 731	88 248	78 317	217 297	309 655	891

Activités requises pour la conformité

Accords pluriannuels

3. Les accords pluriannuels approuvés représentent un montant de 38,7 millions \$US pour les activités de la phase I du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) pour la période 2015-2017. Le montant de ces activités s'élève à 60 millions \$US pour la période 2018-2020 et à 182 569 \$US pour la période après 2020.

Secteur de production des HCFC et préparation de projet de la phase I

4. Un montant total de 16,04 millions \$US (dont 267 500 \$US pour les activités de préparation de projet pour la période 2015-2017) est inclus pour la phase I des plans de gestion de l'élimination de la production de HCFC de la République populaire démocratique de Corée et du Mexique.

Phase I des PGEH

5. On compte deux pays (République populaire démocratique de Corée et Libye) pour lesquels la phase I du PGEH n'a pas encore été approuvée. Le plan d'activités comprend 4,4 millions \$US dont 3,93 millions \$US pour la période 2015-2017. Le PGEH de la République populaire démocratique de Corée est soumis à la 73^e réunion.

6. Le plan d'activités de l'ONUDI inclut des projets supplémentaires pour trois pays (Bahreïn, Mexique et Uruguay) en dehors de la phase I de leur PGEH pour un montant de 2,93 millions de \$US

pour la période 2015-2017. Ces demandes sont issues de différentes décisions du Comité exécutif autorisant ces pays à soumettre des projets supplémentaires durant la mise en œuvre de la phase I.

Phase II de la préparation de projet des PGEH

7. Le financement total de la préparation de projet pour la phase II des PGEH¹ s'élève à 2,77 millions \$US, dont 2,07 millions \$US pour la période 2015-2017².

Phase II des PGEH dans les pays à faible volume de consommation de SAO (PFV)

8. Le montant total du financement des projets concernant les HCFC dans le secteur de l'entretien pour les PFV afin de parvenir à une réduction de 35 % s'élève à 68 785 \$US (dont 36 547 \$US pour la période 2015-2017).

9. Le plan d'activités de l'ONUDI comprend des activités pour la phase II des PGEH dans les PFV, qui ont déjà eu des projets approuvés en vue de la réduction de 35 pour cent, s'élevant à 4,3 millions \$US (aucune demande pour la période 2015-2017).

Phase II du PGEH dans les pays ne faisant pas partie des PFV

10. Le montant total du financement de la phase II des PGEH dans les pays ne faisant pas partie des PFV se chiffre à 366,09 millions \$US pour l'élimination totale de 3 075 tonnes PAO de HCFC (dont 146,44 millions \$US pour l'élimination totale de 1 265 tonnes PAO pour la période 2015-2017). La répartition par secteur est présentée au tableau 2.

Tableau 2: Phase II des PGEH par secteur (000 \$US)

Secteur	Total (2015-2017)	Total (2018-2020)	Total après 2020	Total	Pourcentage par rapport au total
Mousse rigide	11 800	2 585	708	15 093	4,1
Mousse de polystyrène extrudé (XPS)	32 086	45 907	0	77 993	21,3
Assemblage d'équipements de réfrigération	1 563	856	0	2 419	0,7
Réfrigération, climatisation	62 788	91 086	0	153 874	42,0
Fabrication d'équipements de réfrigération	16 098	40 167	0	56 265	15,4
Fabrication d'équipements de réfrigération et mousses	4 708	0	0	4 708	1,3
Entretien d'équipements de réfrigération	17 395	38 342	0	55 737	15,2
Total général	146 438	218 943	708	366 090	100,0

Projets de démonstration pour des solutions de remplacement à faible potentiel de réchauffement de la planète (PRG) et projets d'assistance technique pour des études de faisabilité du refroidissement urbain

11. Un montant total de 12,55 millions \$US est inclus pour 12 projets de démonstration sur des solutions de remplacement à faible PRG en 2015 (dont 609 900 \$US pour des activités de préparation de projet) (Tableau 3). L'ONUDI fournit une description de ses projets de démonstration prévus dans une annexe de son plan d'activités.

12. L'ONUDI a fourni des valeurs PAO pour quatre projets de démonstration, dont l'un des deux projets de climatisation se rapportant à des pompes à chaleur ; l'autre projet de climatisation se rapporte à des compresseurs. Pour les projets restants, l'ONUDI a fait savoir que selon son interprétation de la

¹ « La préparation de projet pourrait être financée pour les activités de la phase II et incluse dans les plans d'activités de 2012-2014 avant l'achèvement de la phase I. » (décision 63/5(f)(i)).

² Les lignes directrices de la préparation de projet pour la phase II des PGEH ont été approuvées à la 71^e réunion (décision 71/42).

décision 72/40(b)(i)c., l'élimination n'est pas obligatoire, mais que lorsqu'elle soumettra le projet de démonstration dans son intégralité, elle sera en mesure de confirmer si une élimination de SAO sera réalisée.

13. L'ONUDI n'a pas indiqué quels pays seront engagés dans les projets régionaux. Toutefois elle a fait savoir que, dans le cadre du projet de démonstration en Asie de l'Ouest, elle coopérera avec le PNUE qui lui a indiqué quels sont les pays qui participeront au projet.

14. L'ONUDI n'a fourni aucune lettre des pays énumérés ci-dessous en vue de l'inclusion de ces projets dans son plan d'activités.

15. Un montant total de 214 000 \$US est inclus concernant des projets d'assistance technique pour des études de faisabilité du refroidissement urbain en 2015 (Tableau 3). L'ONUDI a fourni une description de ces activités dans une annexe à son plan d'activités, à l'exception des activités de préparation de projet qui étaient soumises à la 73^e réunion. L'ONUDI s'est ensuite rétracté en demandant d'ajouter les activités de préparation de projet à son plan d'activités, représentant un montant de 64 200 \$US.

16. L'ONUDI n'a pas fourni de valeurs PAO pour ces activités ni indiqué si une lettre émanant du pays avait été reçue pour introduire les données dans son plan d'activités. L'ONUDI n'a pas indiqué non plus les pays qui seront inclus dans le projet régional de l'Asie de l'Ouest, mais a fait savoir qu'elle coopérerait avec le PNUE qui lui a indiqué les pays faisant partie du projet.

Tableau 3: Projets de démonstration pour des solutions de remplacement à faible PRG et projets d'assistance technique pour des études de faisabilité du refroidissement urbain (000 \$US)

Pays	Statut HCFC	Secteur et sous-secteur	Titres provisoires dans l'annexe du PA	Valeur 2015		PAO 2015
				PREP. PROJ.	DEM	
Projets de démonstration pour des solutions de remplacement à faible PRG						
Chine	Autres que PFV	Réfrigération commerciale	Transition vers des solutions de remplacement à faible PRG dans la réfrigération pour les véhicules de transport	53,5	856	0,0
Chine	Autres que PFV	Climatisation	Compresseurs CO ₂ pour les pompes à chaleur domestiques	32,1	2 675	0,0
Chine	Autres que PFV	Climatisation	Technologie à base de CO ₂ pour les pompes à chaleur domestiques	32,1	1 605	8,3
Chine	Autres que PFV	Réfrigération industrielle	Réduction des fuites dans les équipements de réfrigération de grande taille dans 3 différents sites et différentes applications	53,5	482	2,8
Arabie saoudite	Autres que PFV	Climatisation	Nouvelles technologies (par ex. HFO) dans la réfrigération	32,1	1 926	10,0
Afrique du Sud	Autres que PFV	Mousses XPS	Projets conjoints POP/MP pour les entreprises de formulation	32,1	535	0,0
Turquie	Autres que PFV	Mousses rigides de polyuréthane	HFO en tant qu'agents de gonflage dans les applications de mousses rigides de polyuréthane	32,1	463	5,5
Mondial (3 pays)	Autres que PFV	Réfrigération commerciale	Démonstration des besoins pour assemblage/installation dans la réfrigération	85,6	1 605	0,0
Régional (2 pays)	s.o.	Entretien	Impact du confinement des frigorigènes et de la prévention des fuites sur la réduction de frigorigènes vierges contenant du HCFC dans les pays visés à l'Article 5	53,5	161	0,0
Régional (2 pays d'Asie de l'Ouest) avec le PNUE	Autres que PFV	Entretien	Stratégie pour le secteur de l'entretien : application de la législation sur les SAO et manipulation des appareils en fin de vie	53,5	321	0,0

Pays	Statut HCFC	Secteur et sous-secteur	Titres provisoires dans l'annexe du PA	Valeur 2015		PAO 2015
Régional (4 pays africains)	PFV	Entretien	Projet de démonstration sur l'adoption de la meilleure stratégie pour assurer la disponibilité sur le marché de frigorigènes de haute qualité, y compris l'introduction et la mise à jour des normes de sécurité sur les frigorigènes	85,6	685	0,0
Régional (5 pays des Caraïbes)	PFV	Entretien	Projet de démonstration sur les activités du secteur de l'entretien de la phase II du PGEH mettant l'accent sur l'entretien des systèmes utilisant et étant conçus pour des frigorigènes inflammables	64,2	631	0,0
<i>Sous-total pour les projets de démonstration concernant des solutions de remplacement à faible PRG</i>				609,9	11 945	26,6
Projets d'assistance technique pour des études de faisabilité du refroidissement urbain				PREP. PROJ.	ASS TECH	
Qatar	Autres que PFV		Étude de faisabilité du refroidissement urbain	31,2	107	0,0
Région : Asie de l'Ouest avec le PNUE	s.o.		Étude de faisabilité de l'utilisation de technologies non conventionnelles dans les systèmes de refroidissement urbain dans la région du Moyen-Orient (3 pays de l'Asie de l'Ouest)	31,2	107	0,0
<i>Sous-total pour les projets d'assistance technique visant des études de faisabilité dans le refroidissement urbain</i>				62,4	214	0,0
Total général pour des projets conformément à la décision 72/40(b)				632,4	11 376,5	26,6

BROMURE DE MÉTHYLE

17. Le plan d'activités de l'ONUDI inclut 267 500 \$US pour un projet d'assistance technique concernant le bromure de méthyle dans un pays (Égypte), en 2015, pour des dattes à forte teneur en humidité pour lequel l'Égypte est admissible au financement. Ce projet prendra en main l'élimination finale du bromure de méthyle avec des activités visant les dattes à forte teneur en humidité, étant donné que des solutions de remplacement sont à présent disponibles.

Activités non requises pour la conformité

Démonstration se rapportant au bromure de méthyle

18. Le plan d'activités inclut 545 700 \$US (dont 64 200 \$US pour la préparation de projet) en 2015 pour un projet de démonstration en vue d'éviter le passage involontaire du bromure de méthyle d'usages non réglementés vers des usages réglementés pour assurer la conformité dans la région, ce qui n'est pas une activité requise pour la conformité. Le texte explicatif du plan d'activités de l'ONUDI indique qu'il semble y avoir une confusion dans l'interprétation des applications sanitaires et préalables à l'expédition (QPS) et l'usage réglementé du bromure de méthyle inscrit comme QPS lorsqu'il s'agit en fait d'usages réglementés. Ces démonstrations identifieront ce genre de cas, offriront de l'aide pour stopper les usages réglementés et des stratégies pour éduquer les parties prenantes.

19. Ce projet soulève plusieurs questions : tous les pays pouvant prétendre à une aide pour le bromure de méthyle ont déjà bénéficié de celle-ci ou ont des activités spécifiées dans les plans d'activités pour ce type d'aide ; les activités d'aide en vue de la conformité sont offertes par le Programme d'aide à la conformité (CAP) ; les démonstrations sont en fait des préparations de projet en vue d'identifier les projets éventuels qui ne font pas actuellement l'objet d'une admissibilité ; et ce type de préparation de projet établirait un précédent pour ce genre d'activités dans tous les pays visés à l'Article 5.

Activités de coûts standard

20. Les coûts de base pour 2015-2017 augmenteront selon un taux annuel de 0,7 pour cent convenu jusqu'à présent.

21. Pour les activités de renforcement des institutions, 6,3 millions \$US sont inclus dans le plan d'activités, dont 3,18 millions \$US pour la période 2015-2017³ et 3,12 millions \$US pour la période 2018-2020.

Rectifications sur la base de décisions existantes du Comité exécutif

22. Conformément aux décisions pertinentes du Comité exécutif, le Secrétariat a proposé d'apporter les rectifications suivantes au plan d'activités de l'ONUDI pour la période 2015-2017 :

- (a) Réduire les valeurs des accords pluriannuels de 54,74 millions \$US (dont 21 401 \$US pour la période 2015-2017) pour refléter les données enregistrées par le Secrétariat;
- (b) Supprimer le financement prévu pour des activités supplémentaires dans la phase I des PGEH pour le secteur des aérosols au Mexique, s'élevant à 1,72 million \$US pour la période 2015-2017, étant donné que ces activités étaient incluses dans le plan d'activités de 2014;
- (c) Réduire de 402 556 \$US le niveau de financement de la préparation de projet pour la phase II des PGEH conformément à la décision 71/42 pour la période 2015 à 2020 (dont 260 195 \$US pour la période 2015-2017);
- (d) Réduire les niveaux de financement prévus pour phase II des PGEH dans les PFV à la valeur maximale autorisée⁴ pour parvenir à la réduction de 35 pour cent de la valeur de référence pour les HCFC, soit une réduction de 40 927 \$US pour la période 2015-2020 (dont 22 737 \$US pour la période 2015-2017);
- (e) Réduire de 249 505 \$US le montant destiné à la phase I des PGEH dans les pays ne faisant pas partie des PFV pour les projets concernant le secteur de la fabrication des équipements de réfrigération pour la période 2015-2017 (pas de rectification après 2017) après avoir appliqué un rapport coût-efficacité maximum de 9,00 \$US/kg dans le plan d'activités ; et réduire de 437 727 \$US le montant pour la période 2015-2020 (pas de rectification pour la période 2015-2017) pour des projets dans le secteur de l'entretien des équipements de réfrigération après avoir appliqué un rapport coût-efficacité de 4,50 \$US/kg;
- (f) Supprimer les projets de démonstration sur les solutions de remplacement à faible PRG d'un montant de 12,55 millions \$US pour la période 2015-2017, sans rectification après 2017;
- (g) Supprimer les projets de démonstration sur le bromure de méthyle (notamment la préparation de projet) s'élevant à 45 700 \$US pour la période 2015-2017, sans rectification après 2017; et
- (h) Réduire les montants des renforcements des institutions en fonction du moment où les renouvellements du renforcement des institutions sont prévus sur la base des

³ Conformément à la décision 63/5b), les niveaux actuels de financement pour le renforcement des institutions aux fins de planification des activités sont maintenus jusqu'en 2020, en l'absence d'une décision sur ces niveaux.

⁴ Selon la décision 60/44(f)(xii).

approbations les plus récentes des demandes de renforcement des institutions, ainsi que la structure de financement actuelle s'élevant à 436 182 \$US pour la période 2015-2020 (dont 358 582 \$US pour la période 2015-2017).

23. Ces rectifications sont prises en considération dans le Plan d'activités général pour la période 2015-2017 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/18).

24. Le tableau 4 présente les résultats des ajustements proposés par le Secrétariat pour le plan d'activités de l'ONUDI pour la période 2015-2017.

Tableau 4: Rectification de la répartition des ressources dans le plan d'activités de l'ONUDI conformément aux décisions existantes du Comité exécutif (000 \$US)

Activités	2015	2016	2017	Total (2015-2017)	Total (2018-2020)	Total après 2020
Activités requises pour la conformité						
Accords pluriannuels approuvés	23 677	11 240	3 800	38 717	5 231	183
Production de HCFC - phase I	0	0	0	0	15 772	0
Prép. de projet Production de HCFC - phase I	0	268	0	268	0	0
PGEH Phase I	0	3 013	921	3 933	468	0
PGEH phase I – financement supplémentaire	0	1 211	0	1 211	0	0
Prép. de projet PGEH - phase II	998	289	522	1 810	561	0
PGEH Phase II	9 303	67 246	69 653	146 202	222 841	708
Démonstration - solutions de remplacement à faible PRG	0	0	0	0	0	0
Prép. de projet Démonstration - solutions de remplacement à faible PRG	0	0	0	0	0	0
Assistance technique – Refroidissement urbain	214	0	0	214	0	0
Assistance technique pour le bromure de méthyle	268	0	0	268	0	0
Activités non requises pour la conformité						
Non requises par le modèle - BM – Prép. de projet Démonstration	0	0	0	0	0	0
Non requises par le modèle - BM – Démonstration	0	0	0	0	0	0
Activités de coûts standard						
Renforcement des institutions	864	1 091	864	2 818	3 045	0
Activités de base	2 041	2 055	2 069	6 165	6 295	0
Total général	37 364	86 413	77 829	201 606	254 213	891

Indicateurs d'efficacité pour l'ONUDI

25. Le tableau 5 présente un résumé des indicateurs d'efficacité de l'ONUDI, conformément à la décision 71/28.

Tableau 5: Indicateurs d'efficacité

Type d'indicateur	Titre court	Calcul	Objectif 2015
Planification-- Approbation	Tranches approuvées	Nombre de tranches approuvées par rapport au nombre planifié *	19
Planification-- Approbation	Projets/activités approuvés	Nombre de projets/activités approuvés par rapport au nombre planifié (incluant les activités de préparation de projets)**	43
Mise en œuvre	Fonds décaissés	Fondé sur les décaissements estimatifs indiqués dans le rapport périodique	22 350 000
Mise en œuvre	Élimination des SAO	Élimination des SAO pour la tranche lorsque la tranche suivante est approuvée, par rapport à celles qui sont prévues dans les plans d'activités	473,9 (dont 326 pour projets individuels)
Mise en œuvre	Achèvement de projet pour les activités	Achèvement de projet par rapport à ceux qui sont planifiés dans les rapports périodiques pour toutes les activités (excluant la préparation de projet)	41
Administratif	Rapidité d'achèvement financier	Mesure dans laquelle les projets sont achevés financièrement 12 mois après l'achèvement des projets	12 mois après l'achèvement opérationnel
Administratif	Remise des rapports d'achèvement de projet dans les délais prévus	Remise des rapports d'achèvement dans les délais prévus, par rapport au nombre convenu	À temps
Administratif	Remise des rapports périodiques dans les délais prévus	Remise des rapports périodiques et des plans d'activités et réponses dans les délais prévus, à moins qu'il n'en ait été convenu autrement	À temps

26. Selon le plan d'activités de 2015, l'objectif de l'ONUDI pour les tranches approuvées devrait être de 18, comprenant 15 accords pluriannuels approuvés et trois nouveaux accords, l'objectif pour les projets/activités approuvés pour les projets individuels devrait être de 45, comprenant 23 projets de préparation, 15 projets de démonstration, cinq projets de renforcement des institutions et deux activités d'assistance technique, et l'objectif pour l'élimination des SAO pour les tranches devrait être de 423,8 uniquement pour les projets d'accords pluriannuels.

Questions d'orientation

27. L'ONUDI a soulevé une question d'orientation dans le texte de son plan d'activités, à savoir la nécessité des projets de démonstration sur les solutions de remplacement du bromure de méthyle pour les applications sanitaires et préalables à l'expédition dans cinq pays sélectionnés. Étant donné que le bromure de méthyle pour ces applications n'est pas une substance réglementée, le Secrétariat a demandé à l'ONUDI de retirer ces projets de démonstration de son plan d'activités et de traiter cette question en tant que question d'orientation, comme ceci a été le cas lorsque des projets identiques avaient été inclus dans le plan d'activités 2014-2016. Le Comité exécutif pourrait envisager d'examiner si le financement de ces projets de démonstration devrait être réintégré dans le plan d'activités de l'ONUDI sachant qu'ils ont été enlevés du Plan d'activités général⁵ soumis à la 73^e réunion.

⁵ Document UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/18.

RECOMMANDATIONS

28. Le Comité exécutif pourrait envisager de :
- (a) Prendre note du plan d'activités de l'ONUDI pour la période 2015-2017, tel que contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/22 ;
 - (b) Examiner s'il faut oui ou non :
 - (i) Réintégrer dans le plan d'activités du Fonds multilatéral pour la période 2015-2017 les projets de démonstration afin d'éviter le passage involontaire de l'usage non réglementée à l'usage réglementé du bromure de méthyle;
 - (ii) Ajouter les activités de préparation de projet pour les projets de refroidissement urbain; et
 - (c) Approuver les indicateurs d'efficacité pour l'ONUDI, tels qu'énoncés au tableau 5 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/22, en fixant un objectif de 18 pour les tranches approuvées, de 45 pour les projets/activités approuvés pour des projets individuels et de 423,8 pour l'élimination des SAO pour les tranches.

**UNIDO
BUSINESS PLAN 2015**



UNITED NATIONS INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION

EXECUTIVE SUMMARY

The 2015 Business Plan of UNIDO together with the forecast for 2016 and 2017 represents the Rolling Business Plan of Montreal Protocol activities of the Organization. Funding estimates up to 2020 and beyond have also been provided. This provides useful information for Executive Committee members on the funding needed to reach the 2020 control measures for HCFCs.

UNIDO's Business Plan was prepared based on the previous rolling business plan, taking into consideration the approvals and experience of previous years, the requests received from Article 5 countries, priorities established and the decisions taken by the Executive Committee, in particular Decision 60/44, 71/18, 71/42 and 72/40 . It also reflects the discussions held in Montreal during the Inter-Agency Coordination Meeting on 2-3 September 2014. It is also largely inspired from the historical decision of the 19th Meeting of the Parties agreeing on the acceleration of the phase-out of HCFCs, and the relevant ExCom decisions on HPMPs and HCFC investment and demonstration projects. The countries' needs have been calculated based on approved HPMPs and based on reported HCFC Baseline consumption.

In 2015, UNIDO will submit for approval by the Executive Committee forward commitments amounting to USD 23.68 million. New activities are focusing mainly on HCFC phase-out, the renewal of institutional strengthening projects, feasibility studies and the demonstration of alternative technologies to HCFCs with a total value of USD 25.85 million (including Core Unit Funding). In addition, USD 1.2 million is earmarked for the preparation of Stage II HPMPs in 2015. As listed in the business plan, about 63 % (US\$ 32.99 million) of UNIDO's 2015 Business Plan is focusing on the phase out of HCFCs.

Decision 67/15 has maintained the administrative cost regime with the following modifications: For new projects with a value over USD 250,000 as well as for institutional strengthening and project preparation activities approved at the 67th Meeting of the Executive Committee and after are subject to 7% agency fee. Support cost for Agreements made before the 67th Meeting of the Executive Committee remained valid, except for the second and subsequent tranches of HPMPs approved at the 66th Meeting of the Executive Committee, where the 7.5% agency fee has been reduced to 7 % in line with Decision 72/20. Furthermore, for Core Unit Funding an annual increase of maximum 0.7% is allowed for the current triennium. For this reason and in line with the Fund Secretariat's recommendation, Core Unit Costs for the years 2015-2020 have been budgeted based on a maximum 0.7 % increase. Thus, USD 2,040,715 has been allocated for the Core Unit for the year 2015.

The total amount foreseen in UNIDO's 2015 Business Plan, including forward commitments, new investment, non-investment activities, project preparation, demonstration activities and funding of core unit is USD 50,730,740 including support costs and with an impact of 450.3 ODP tonnes.

USD 88,248,472 million worth of projects are earmarked for 2016 with an impact of 928.3 ODP tonnes, while for 2017 USD 100,340,007 million with an impact of 904.3 tonnes of ODP tonnes are forecasted.

A. MULTILATERAL FUND TARGETS

1. CONTEXT

UNIDO prepared its business plan for 2015 to 2017 based on ExCom Decisions 60/44, 71/18, 71/42, 72/20 and 72/40 as well as the Government requests received from Article 5 countries. An inter-agency coordination meeting was held on 2-3 September 2014 in Montreal, Canada. Considering the draft business plans submitted by all implementing and bilateral agencies and the compliance-oriented model, the Secretariat identified the countries that are in need of assistance in order to comply with the various phase-out schedules, for which no activities were included in the business plans of implementing agencies and pointed out cases where a duplication of activities occurred among the various implementing agencies. Agencies were also requested to include project preparation funding for Stage II HPMPs for 2018, for LVCs with Stage I going until 2020 as well as funding estimates for Stage II activities.

The countries' needs have been calculated for most countries based on the actual HCFC baseline data as well as based on approved HPMP Agreements.

The Business Plan is also largely inspired from the historical decision of the 19th Meeting of the Parties agreeing on the acceleration of the phase-out of HCFCs, and the Decision 71/42 on the draft guidelines for funding the preparation of Stage II HPMPs and other relevant ExCom decisions on HPMPs and HCFC investment and demonstration projects.

As agreed with the Secretariat, activities which were part of UNIDO's 2014 business plan, but could not be submitted either to the 72nd or to the 73rd Meeting of the Executive Committee, are not reflected in the present business plan, since the Secretariat plans recommending to the Executive Committee the carry-over of those activities to the year 2015. The following activities are to be carried over to 2015:

Country	Agency	Type	Chemical	Sector and Subsector	Value in 2014	ODP in 2014
Algeria	UNIDO	INV	MBR	Phase-out of MB in dates	228,900	1.8
Algeria	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Servicing (Stage I)	154,800	1.0
Argentina	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Servicing (Stage I)	338,208	4.6
Jordan	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Servicing (Stage I)	24,181	0.2

Country	Agency	Type	Chemical	Sector and Subsector	Value in 2014	ODP in 2014
Kuwait	UNIDO	PHA	HCFC	FOA-XPS foam (Stage I)	3,660,586	80.9
Saudi Arabia	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Air-conditioning (Stage I)	1,284,000	54.6

2. RESOURCE ALLOCATION

In 2015, UNIDO is planning to submit USD 50.73 million worth of projects, the majority of which is focused on phase-out of HCFCs.

HCFC phase-out activities form large part of UNIDO's 2015 Business Plan. Most HPMPs for non-LVCs include investment projects for the conversion of manufacturing enterprises to HCFC-free alternatives taking into consideration new technological developments to ensure sustainable conversion of HCFC-based manufacturing enterprises.

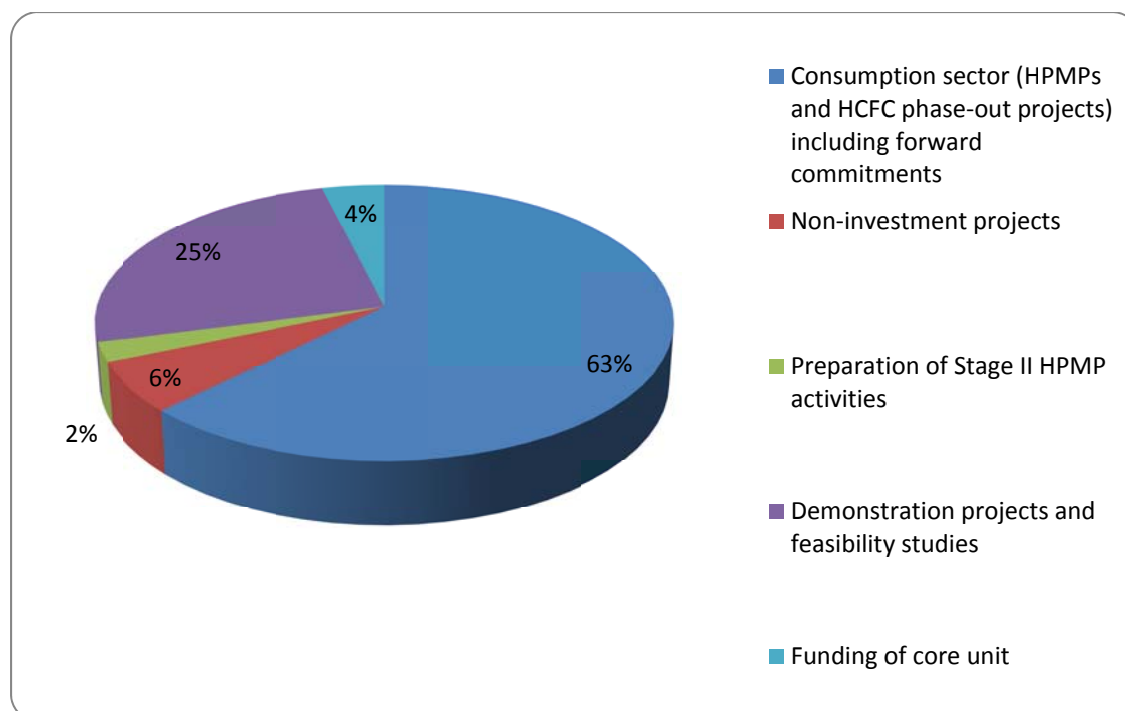
In line with the discussions held during the inter-agency coordination meeting in Montreal (early September 2013), funding requests for the preparation of Stage II HPMPs as well as funding estimates for Stage II HPMPs have been included in the 2015-2020 business plan. In general, it is estimated the project preparation funding should be approved 2 years before the last tranche of Stage I. However, there are exceptions, in particular in non-LVC countries with extended commitments, whereby no funding is scheduled between 2015 and 2017 or 2018. In such cases, project preparation is required 1 or 2 years before the penultimate tranche of Stage I. UNIDO made careful consideration of each country to ensure smooth implementation, without interruptions between Stage I and Stage II activities.

Furthermore, renewal of institutional strengthening projects, feasibility studies and demonstration projects form part of UNIDO's 2015-2017 Business Plan.

The total budget for 2015 for the above activities is USD 48,690,025 plus USD 2,040,715 core unit funding for UNIDO. Table 1 below summarizes the resource allocation of UNIDO's 2015 Business Plan.

Table 1: Resource allocation

Pos.	Type/sector	USD (incl. support cost)	Share of Business Plan allocation (%)
(a)	Consumption sector (HPMPs and HCFC phase-out projects) including forward commitments	32,994,773	63
(b)	Non-investment projects (INS and TAS)	3,171,849	6
(c)	Preparation of Stage II HPMP activities	1,207,042	2
(d)	Demonstration projects and feasibility studies	13,313,475	25
(e)	Funding of core unit	2,040,715	4
	Total	50,730,740	100%

Resource Allocation as per Table 1

The details of the 2015-2017 rolling Business Plan are spelled out in the Business Plan Database.

3. GENERAL OVERVIEW ON ASSISTANCE TO COUNTRIES IN NON-COMPLIANCE

Until the last meeting of the Implementation Committee (July 2014) there have been no confirmed cases of non-compliance. All activities presented in UNIDO's business plan aim at providing assistance to A5 countries to comply with their obligations towards the Montreal Protocol. Should there be any countries in non-compliance under UNIDO's responsibility, UNIDO will work closely with the countries concerned to bring them back to compliance and will assist them to report the required data to the Ozone Secretariat.

4. PROGRAMME EXPANSION

In the years 2015 to 2017 UNIDO aims to enhance its assistance to Article 5 countries by strengthening its project portfolio through the implementation of HCFC phase-out management plans and HCFC phase-out investment and demonstration projects.

UNIDO continues providing support with Stage II HPMPs to all the countries assisted during Stage I. Furthermore, Stage II HPMPs of Antigua and Barbuda, Brazil and Chile are added to UNIDO's portfolio.

The main objective of this Business Plan is to assist Article 5 countries in meeting their obligations under the Montreal Protocol, in particular the 35% reduction target in 2020 for HCFCs.

The analysis of the activities of UNIDO's Business Plan reveals that the major share of UNIDO's MP project portfolio consists of HPMPs including HCFC investment activities in different sub-sectors.

In line with Decision 72/40, several demonstration projects are planned in the following regions/countries: West Asia, Africa, Latin America and the Caribbean, China, Saudi Arabia, South Africa and Turkey. These projects target to demonstrate climate-friendly and energy-efficient alternative technologies to HCFCs in the refrigeration and in the foam sector.

In addition, feasibility studies for district cooling are also planned to be submitted by the 75th Meeting according to Decision 72/40 (c) targeting Middle East countries.

UNIDO has been successfully supporting its client countries to reach by 1 January 2015 the elimination of MeBr and it is committed to provide further assistance when it comes to avoid the unintended transfer of MeBr from non-controlled to controlled uses. To ensure compliance, a demonstration project targets particularly this aspect of the use of MeBr in Article 5 countries.

In 2015, UNIDO will continue to cover all regions (Latin America and the Caribbean, Africa, Asia and Pacific, Europe) with planned activities in various sectors and countries (including project preparation, non-investment and demonstration activities).

The following section summarizes the activities contained in UNIDO's 2015 Business Plan sorted by region.

Africa

In Africa, funding requests for six countries and for a regional project, with a total value of USD 3,152,909 will be submitted in 2015. The main concentration will be in HPMPs, HCFC investment projects, as well as preparatory assistance projects for HPMP Stage II. Furthermore, two institutional strengthening proposals, one technical assistance and two demonstration projects will be submitted. UNIDO is cooperating with UNEP on several HPMPs in African countries.

Asia

In Asia requests for funding for ten countries and for two regional projects with a value of USD 35,615,718 will be submitted in 2015. This represents about 70 % of the total Business Plan for 2015. The main concentration will be in HPMPs, HCFC investment projects, demonstration projects, as well as preparatory assistance projects for HPMP Stage II.

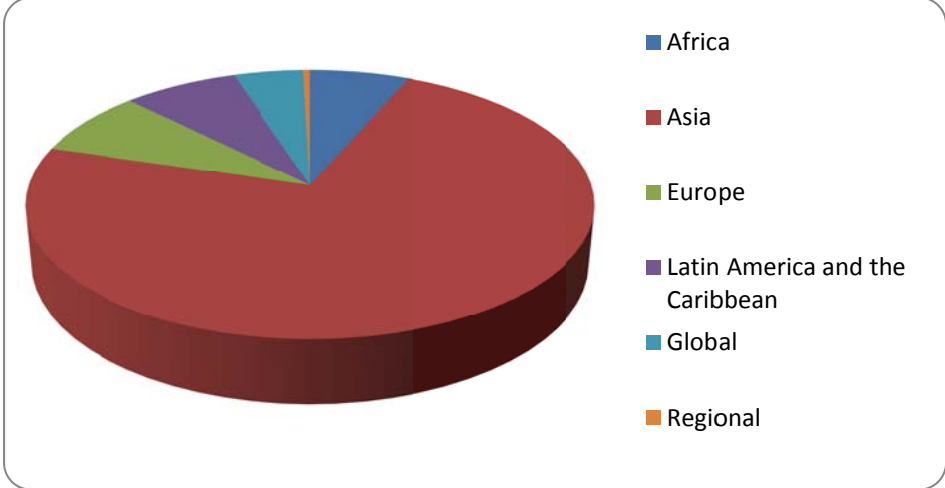
Europe

In Europe, requests for five countries with a value of USD 3,835,869 will be submitted in 2015, five targeting the phase-out of HCFCs, two institutional strengthening and one demonstration project.

Latin America and the Caribbean

In Latin America and the Caribbean Region, requests for nine countries and for a regional project in the Caribbean, with a value of USD 3,635,769 will be submitted in 2015. The main concentration will be in HPMPs, HCFC investment projects, as well as preparatory projects for HPMP Stage II. Furthermore, UNIDO will submit one demonstration project.

UNIDO's 2015 Business Plan by Region



PERFORMANCE INDICATORS

The 71st Meeting of the Executive Committee has reviewed the performance indicators. The new weightings, based on Decision 71/28 , are indicated in the below table.

Type of Indicator	Short title	Calculation	Weighting	Target 2015
Planning--Approval	Tranches approved	Number of tranches approved vs. those planned	10	19 (16 A/3P)
Planning--Approval	Projects/activities approved	Number of projects/activities approved vs. those planned (including project preparation activities)	10	43 (incl. 21 prp)
	Sub-total		20	
Implementation	Funds disbursed	Based on estimated disbursement in progress report	15	29,591,870
Implementation	ODS phase-out	ODS phase-out for the tranche when the next tranche is approved vs. those planned per business plans	25	473.9 (incl. 326 for individual)
Implementation	Project completion for activities	Project completion vs. planned in progress reports for all activities (excluding project preparation)	20	41 (inventory number)
	Sub-total		60	
Administrative	Speed of financial completion	The extent to which projects are financially completed 12 months after project completion	10	12 months after operational completion

Type of Indicator	Short title	Calculation	Weighting	Target 2015
Administrative	Timely submission of project completion reports	Timely submission of project completion reports vs. those agreed	5	On time
Administrative	Timely submission of progress reports	Timely submission of progress reports and business plans and responses unless otherwise agreed	5	On time
	Sub-total		20	
	Total		100	

Based on Decision 71/28, the performance indicator on milestone activities for MYAs was changed as listed now in the above table.

AVOIDING UNINTENDED TRANSFER OF METHYL BROMIDE FROM NON-CONTROLLED TO CONTROLLED USES TO ENSURE COMPLIANCE

As the deadline for the complete phase-out of Methyl Bromide (MeBr) for controlled uses approaches (i.e. 1 January 2015), any incorrect interpretation of MeBr consumption as Quarantine and pre-shipment (QPS) use may bring countries at risks of non-compliance to the phase-out of substances in Annex E of the Montreal Protocol.

Detailed analysis of QPS reports showed that in some cases the understanding of the requirement for licensing QPS uses was not completely accurate and, indeed, those uses should have been reported as controlled consumption. As a consequence, there appears not only to be unreported consumption; it also appears as if new MeBr uses develop in the related countries, which will represent a barrier to return to full phase-out of consumption once the potential non-compliance has been noticed.

There are three main compliance issues related to this wrong interpretation, licensing and reporting of MeBr for QPS instead of controlled uses:

- If correctly reported, those uses could have been eligible for funding;
- If those uses are correctly reported after 1st January 2015, countries will be in non-compliance with the total phase-out for controlled applications;
- If support is not provided to those users, recovery of compliance might be difficult if scope of intervention is only left to policy measures, reporting and awareness activities.

Though the MeBr phase-out projects implemented so far have been successful and countries assisted by the MLF have received adequate support to replace Methyl Bromide for controlled applications, it should be noted that no support has been provided to those users historically operating under the QPS framework.

Users that operate under the QPS framework are often different from those that have received technical support from projects financed by the Multilateral Fund. Furthermore, alternatives to MeBr may defer as well for controlled and QPS applications even with some substantial degree in terms of efficacy. The latter is also notable when alternatives are applied to same commodities but under different conditions.

UNIDO has identified several cases where MeBr is reported as QPS but should, indeed, be reported as controlled application. Among those identified cases, the below 5 are considered to be the most common and risky situations:

1. When MeBr reported to comply with the ISPM 15 is indeed used for products that do not necessary need the ISPM 15 certification (i.e. goods already certified, thickness of goods less than 6 mm, etc.);
2. Countries where import of MeBr for QPS applications has increased dramatically (e.g. +400%) after the achievement of 0 consumption for controlled uses, despite the historical data on QPS was relatively small before the phase-out programme started;
3. Applications on goods approved by quarantine authorities for long-term storage;

4. Fumigation of commodities before export though there is no evidence of official requirement from importing country/exporting country;
5. Treatment is authorized for export of goods that are lately not exported but transported within the same national territory.

In light of the above, UNIDO proposes a DEMO project in five countries to:

- Cover at least the above five common cases on a balanced regional distribution;
- To identify all stakeholders operating under QPS framework and assess their technical knowledge on alternative to MeBr;
- Provide technical support to those users falling under the above 5 cases with necessary technical knowledge to quickly terminate the MeBr application for uses that are controlled applications;
- Facilitate the adaptation of already-existing alternative technologies to the new treatment conditions;
- Should wrong reporting be identify, the project will propose strategies to educate the various stakeholders with tailored-made training sessions;
- Define the best approach and strategy for NOUs to make sure all stakeholders have the proper understanding of the QPS definition and estimate how much of MeBr, if any, consumed for QPS is indeed for controlled applications.

INITIATIVES TO ENSURE COMPLIANCE

Successful and timely implementation of ongoing activities is essential for the current compliance period.

Special attention is provided to countries that may previously have been in non-compliance and that have decisions outlining plans of actions with time-specific benchmarks for return to compliance.

UNIDO has continued to provide supportive initiatives in order to ensure timely project completion of projects approved so far, and to facilitate compliance of the recipient countries with their MP obligations, which supported successful project implementation:

- Regular follow up of the implementation process is being done by the staff of the ozone office together with UNIDO's national and international consultants and project managers. This ensures that effective actions on critical issues such as resolving bottlenecks in site preparation, customs clearance, installation, commissioning and safety certification, monitoring of CFC-related equipment are taken.
- UNIDO is frequently attending Regional Network Meetings and respective workshops providing additional support to our counterpart countries.
- Communication and interaction between regional and country offices about the implementation process has ensured the smooth flow of project plans. As in previous years, directors of UNIDO regional and country offices are regularly briefed at UNIDO HQs on ongoing and possible future activities. They are involved in the implementation process and are following up the progress of the programmes. In turn, the representatives brief headquarter staff working in a specific country on the regular activities in the field and problems faced, if any.
- UNIDO also provides, when requested, support such as policy assistance, putting in place relevant legislation etc. Additionally, UNIDO project managers are visiting the project site, if definitely required.
- Based on recommendation of the Implementation Committee, additional assistance will be offered to the countries with delays in reporting of its ozone-depleting substance data

Country	HCFC Status (LVC, non-LVC)	Type	Sector and Subsector	Title in BP	Value (\$000) 2015	ODP 2015	Remarks	Working title	Brief description / comments
China	Non-LVC	DEM	REF-Commercial refrigeration	Demonstration project based on dec. 72/40 in the refrigeration sector (I)	800.000	0.0	cross-subsectorial	Demonstration project: Transition to low-GWP alternatives in transport refrigeration	Transport refrigeration, or mobile refrigeration in general, is a frequently overlooked but substantial source of refrigerant use; HCFC-22 is fairly prevalent in medium to lower temperature systems due to the compact design possible. Problems related to this issue are the availability of sufficiently qualified service and of refrigerant at different locations, often different countries, the reduction of leaks, and the qualified handling and operation of equipment by the different handlers related to mobile equipment. Project is currently aimed at road transport in China, developing, assembling and operating road transport equipment and learning how to address the related infrastructure and possibly regulatory needs. In terms of technology the project will assess low-GWP technologies including non-conventional cooling processes, such as evaporative cooling using N2 or CO2 direct injection. Currently preliminary discussions are under way with one major transport enterprise related to the use of flammables in transport of refrigerated containers; should this bear fruit in the short term (before project preparation discussion), adjustment of this project is possible.
China	Non-LVC	PRP	REF-Commercial refrigeration	Project preparation: Demonstration project based on dec. 72/40 in the refrigeration sector (I)	50.000	0.0	cross-subsectorial		
China	Non-LVC	PRP	REF-RAC	Project preparation: Demonstration project based on dec. 72/40 in the refrigeration sector (II)	30.000	0.0		Demonstration project: CO2 compressor for domestic heat pumps	The project will develop a CO2 compressor for use in domestic heat pumps; in particular air-to-water heat pumps for hot water generation. The project beneficiary is known. Project will also support the necessary modifications in the production area.
China	Non-LVC	DEM	REF-RAC	Demonstration project based on dec. 72/40 in the refrigeration sector (II)	2.500.000	0.0			
China	Non-LVC	PRP	REF-RAC	Project preparation: Demonstration project based on dec. 72/40 in the refrigeration sector (III)	30.000	0.0		Demonstration project: CO2 technology for domestic heat pumps	The project will develop a CO2 heat pump for domestic hot water production; and do necessary modifications at the assembly line to replace HCFC-22 by CO2.
China	Non-LVC	DEM	REF-RAC	Demonstration project based on dec. 72/40 in the refrigeration sector (III)	1.500.000	8.3			
China	Non-LVC	PRP	REF-Refrigeration Industrial	Project preparation: Demonstration project based on dec. 72/40 in the refrigeration sector (IV)	50.000	0.0	3 sites with 3 different applicat	Demonstration project: Leak reduction in large refrigeration equipment	Demonstration project to develop a generic methodology addressing leak reduction in particular large, decentralized refrigeration equipment with charges above 100 kg of HCFC. The project will assess 3 different applications at 3 different sites.
China	Non-LVC	DEM	REF-Refrigeration Industrial	Demonstration project based on dec. 72/40 in the refrigeration sector (IV)	450.000	2.8	3 sites with 3 different applicat		
Global (3 countries)	Non-LVC	DEM	REF-Commercial refrigeration	Demonstration project based on dec. 72/40 in the refrigeration sector (V)	1.500.000	0.0	cross-subsectorial		Assembly covers the wide range of commercial refrigeration, which is not easy to address since the charging does not take place at a specific facility and with specific tools, thus eligibility is difficult to assess. In addition, IOC are not being paid. However, this sector is of paramount importance when addressing the commercial refrigeration sector - we need to work on concepts and understand cost and incentive structures to find a cost effective way to deal with the assembly sector. The concept will include at least one low-GWP demonstration in the retail sector in each country.
Global (3 countries)	Non-LVC	PRP	REF-Commercial refrigeration	Project preparation: Demonstration project based on dec. 72/40 in the refrigeration sector (V)	80.000	0.0	cross-subsectorial	onstrate needs for REF assembly/installa	
Qatar	Non-LVC	DEM	REF-Servicing	Feasibility study on district cooling systems in Qatar	100.000	0.0		Feasibility study on district cooling systems in Qatar	Classical district cooling project. Overall economics are favouring district cooling in that region. Objection is to prepare the ground for an externally funded district cooling project, identify a template for preparation and distribute the experience gained
Regional (2 countries)		DEM	REF-Servicing	Demonstration project based on dec. 72/40 in the refrigeration sector (VI)	150.000	0.0		Project preparation: Impact of Refrigerant Containment and Leakage Prevention on Reduction of Virgin HCFC Refrigerants in A-5 Countries	Based on the assumption that servicing sector work in the future needs to rest on two pillars: Ability to handle next-generation refrigerants, and massively reduce use of HCFC in current systems. Demo project aims to develop in practice an approach to identify underlying causes of consumption in service, develop and test approaches and prioritise them according to cost/benefit.
Regional (2 countries)		PRP	REF-Servicing	Project preparation: Demonstration project based on dec. 72/40 in the refrigeration sector (VI)	50.000	0.0			
Regional (2 West Asian countries)	Non-LVC	DEM	REF-Servicing	Demonstration project based on dec. 72/40 in the refrigeration sector (VII)	300.000	0.0	In cooperation with UNEP.		Refrigeration systems contain substantial amount of re-usable HCFC at end-of-life, which can be recycled to replace virgin HCFC. The necessary set-up has never been fully studied and tried. It will require conceptual work to develop a process tailored to the country's situation, incentivising, training and upgrading those who disassemble locally assembled systems and those who deal with portable systems (window AC, ...), ensuring collection etc. Since the gain per system is substantially larger than in case of service and the number of stakeholders typically smaller, such an approach should yield excellent results while reducing emissions across the board (HCFC, but also HFC). Addresses this region because there is most likely to be economical, refrigerant reclaim centers are established through HPMP stage I; and they have the biggest problem with consumption in the service sector
Regional (2 West Asian countries)	Non-LVC	PRP	REF-Servicing	Project preparation: Demonstration project based on dec. 72/40 in the refrigeration sector (VII)	50.000	0.0	In cooperation with UNEP	Strategy for the servicing sector: enforcement of ODS legislation and handling of end-of-life equipment	
Regional (3 West Asian countries)	Non-LVC	DEM	SEV	Feasibility study on using non-conventional technologies in district cooling systems in the Middle East Region	100.000	0.0	In cooperation with UNEP	Feasibility study on using non-conventional technologies in district cooling systems in the Middle East Region	Meant to provide dual benefit of facilitating one (or several) district cooling projects with external funding, plus collecting information and assessing possibilities on several non-conventional approaches to reduce load = reduce system size (e.g. ground heat sink / cold reservoir), use non-conventional alternatives for systems (e.g. absorption, HFO's, ammonia), and provide information on the impact of such alternatives also outside district cooling (i.e. for stand-alone office towers etc.), again reducing refrigeration needs and use of HCFC or HFC. Finally, distribution of results.
Regional (4 African countries)	LVC	DEM	REF-Servicing	Demonstration project based on dec. 72/40 in the refrigeration sector (VIII)	640.000	0.0		Demonstration project on the adoption of the best strategy to ensure market availability of high quality refrigerants, including the introduction and update of safety standards on refrigerants	Addresses the challenges of substantial mislabelled imports of replacement refrigerants into countries, with a number of negative impacts on MLF projects, such as reverting back to HCFC, system losses blamed on MLF projects, ... Aiming to develop the necessary legal and institutional basics, as well as providing equipment, training and coaching.
Regional (4 African countries)	LVC	PRP	REF-Servicing	Project preparation: Demonstration project based on dec. 72/40 in the refrigeration sector (VIII)	80.000	0.0			
Regional (5 Caribbean countries)	LVC	DEM	REF-Servicing	Demonstration project based on dec. 72/40 in the refrigeration sector (IX)	590.000	0.0		Demonstration project on HPMP stage II servicing sector activities with focus on service for systems using and being designed for flammable refrigerants	Objective is to train technicians in the use of flammable refrigerants in systems operating with those; and define/procure the minimum set of service tools needed to perform service on such systems. Precondition for introducing flammables of any type
Regional (5 Caribbean countries)	LVC	PRP	REF-Servicing	Project preparation: Demonstration project based on dec. 72/40 in the refrigeration sector (IX)	60.000	0.0			
Saudi Arabia	Non-LVC	DEM	REF-Air conditioning	Demonstration project based on dec. 72/40 in the refrigeration sector (X)	1.800.000	10.0			
Saudi Arabia	Non-LVC	PRP	REF-Air conditioning	Project preparation: Demonstration project based on dec. 72/40 in the refrigeration sector (X)	30.000	0.0		sw technologies (e.g. HFOs) in refrigerati	Conversion of one factory to HFO/HFC blend technology (client is identified, appears committed to such a project)

Country	HCFC Status (LVC, non-LVC)	Type	Sector and Subsector	Title in BP	Value (\$000) 2015	ODP 2015	Remarks	Working title	Brief description / comments
South Africa	Non-LVC	DEM	FOA-XPS	Demonstration project based on dec. 72/40 in the foam sector (I)	500.000	0.0		Joint POPs/MP projects for system houses	Introduction of non-POPs flame retardents in XPS foams; current technology has just made it onto the POPs list (HBCD), blowing agent replacement towards flammables will need re-adjustment of flame retardent, which is difficult to justify using increased amounts of an identified POPs. Project aims at identifying, testing and introducing alternatives at one manufacturer, and at developing legislation to address the issue from the governmental side
South Africa	Non-LVC	PRP	FOA-XPS	Project preparation: Demonstration project based on dec. 72/40 in the foam sector (I)	30.000	0.0			
Turkey	Non-LVC	DEM	FOA-Rigid PU foam	Demonstration project based on dec. 72/40 in the foam sector (II)	432.500	5,5		HFOs as Foaming Agents in the Rigid PU Foam Applications	Reefer manufacturer to try out HFOs as foam blowing agent in one of few applications which are sensitive to insulation thickness, i.e. in this case reefers where increased insulation thickness leads to decreased transport volume (other application is domestic refrigerators, particularly in Europe where outside dimension fixed to 60 cm width)
Turkey	Non-LVC	PRP	FOA-Rigid PU foam	Project preparation: Demonstration project based on dec. 72/40 in the foam sector (II)	30.000	0.0			